

## Les réalités de l'interruption du doctorat en Belgique

Selon des études menées à l'échelle nationale (en Flandre comme en Fédération Wallonie-Bruxelles) et internationale, près de la moitié des personnes qui entament un doctorat ne vont pas au bout de celui-ci, le taux de non-achèvement du doctorat étant estimé entre 40 et 50%. Face à ce constat alarmant, l'Observatoire de la recherche et des carrières scientifiques (F.R.S.-FNRS) a publié fin septembre un rapport sur la réalité de l'interruption du doctorat en FWB. Ce rapport transmis à une partie du personnel scientifique de l'UCLouvain est le résultat de l'étude menée à partir de 30 entretiens auprès de doctorant-es ayant interrompu leur doctorat et de promoteur-rices. *Le Droit de savoir* a jugé utile de diffuser plus largement à la communauté universitaire les conclusions de cette étude.

Les témoignages recueillis par l'étude permettent d'identifier trois phases dans le processus menant à l'interruption du doctorat : les conditions initiales du doctorat (motivations préliminaires, attentes mutuelles, conditions de travail), le déroulement du doctorat proprement dit (difficultés liées à l'autonomie dans le travail, aux relations avec le-la

promoteur-trice) et le moment de l'interruption du doctorat (de la prise de décision à la reconstruction personnelle et professionnelle).

L'étude se conclut par des pistes de réflexion et des recommandations pour remédier à cet inquiétant état des lieux. Ces pistes et recommandations sont de deux ordres : il s'agit d'une part de veiller, dès le début du parcours doctoral, au bien-être du-de la doctorant-e et de son-sa promoteur-trice, notamment en encourageant et en assurant le dialogue entre les deux parties, et d'autre part d'améliorer l'encadrement du doctorat, par exemple en clarifiant les droits et les devoirs des parties prenantes.

La délégation CNE salue cet accent mis sur le bien-être d'une catégorie de travailleur-euse-s particulièrement précaire et cette volonté de réguler davantage un processus qui, en l'état des choses, laisse beaucoup de place au flou et à l'arbitraire.

Plus d'informations ici :

[http://www.observatoire.frs-fnrs.be/\\_media/interruptiondoctoratsynthesefr.pdf](http://www.observatoire.frs-fnrs.be/_media/interruptiondoctoratsynthesefr.pdf)

## Le malaise croissant au sein du personnel scientifique à l'UCLouvain

Face au malaise croissant du personnel scientifique, la CNE et le CORSCI ont décidé en mars dernier de s'associer pour élaborer un questionnaire axé sur les conditions de travail et le bien-être de cette catégorie de personnel en cette période difficile. Ce questionnaire visait notamment à évaluer l'impact de la crise sanitaire sur les conditions de travail du personnel scientifique.

La première analyse des résultats de l'enquête montre l'ampleur de la détresse du personnel scientifique, dont les causes profondes reposent davantage sur la réalité de ses conditions de travail que sur la crise sanitaire elle-même. Parmi les éléments saillants, on pointera le sentiment d'isolement, particulièrement fort chez les chercheur-e-s en début de thèse ou de contrat et les chercheur-e-s internationaux-ales, qui témoignent de difficultés à s'intégrer dans ces circonstances. Les résultats indiquent également une difficulté croissante à séparer vie privée et vie professionnelle, une baisse de motivation et de productivité, mais aussi un risque de burn-out largement accru pour 84 % des répondant-es (et particulièrement dans le Secteur des sciences humaines, où il est évalué à 36 %).

Les chercheur-e-s avec des enfants à charge soulignent de leur côté l'impact de la crise sanitaire sur leur recherche, du fait de la flexibilité requise par les fermetures d'écoles successives. La situation est aussi critique du côté du personnel scientifique temporaire, qui a vu sa charge d'enseignement augmenter drastiquement. Cela a pesé sur sa recherche, au ralenti ou à

l'arrêt alors même que les exigences en matière de recherche sont le plus souvent restées les mêmes, d'où une surcharge de travail considérable. Les répondant-es témoignent d'ailleurs de relations tendues avec leur hiérarchie, faisant état de la pression ressentie et de contacts souvent peu satisfaisants et trop peu fréquents.

Les incertitudes entraînées par la crise sanitaire en matière de recherche, à court (accès au terrain, mobilité scientifique) comme à long terme (conséquences sur la carrière) sont également à souligner. Le risque d'abandon de la thèse ou du projet de recherche est ainsi accru pour 54 % des répondant-es, soit une augmentation de 136 % depuis le début de la crise sanitaire. Quant aux mesures gouvernementales prises pour prolonger les bourses et contrats de recherche, 15 % des répondant-es y ont eu recours ; sur ce pourcentage, cependant, seuls 2 % estiment que le délai accordé sera suffisant. Les répondant-es en début ou en cours de thèse, qui auraient voulu pouvoir solliciter cette prolongation, souhaitent que de nouvelles aides soient débloquées pour les personnes dans leur cas.

De nombreux-ses répondant-es soulignent par ailleurs les limites de la politique adoptée par l'université en matière de télétravail et pointent l'insuffisance de l'intervention dans les frais de bureau reçus en janvier dernier.

La totalité des résultats de l'enquête sera disponible dès que possible sur <https://www.desy.ucl.ac.be/>.